## Session plénière du 23 juin 2025

## **Discours d'introduction**

## Blandine DELAPORTE

Présidente du groupe "Vivre la Nièvre écologique et solidaire"

Seul le prononcé fait foi

\*\*\*

Monsieur le Président, Chers collègues,

Notre session aujourd'hui est courte, mais elle aborde des sujets cruciaux. Outre le rapport d'activité 2024 de la collectivité présentée par Joelle Julien, nous aborderons des sujets touchants à de grandes structures (le canal ou le laboratoire), ainsi que des sujets délicats voire épineux, comme la réglementation des boisements mais le « gros morceau » de cette session c'est la stratégie de déploiement des EnR dans notre département.

Le Conseil départemental aux côtés de l'État, du SIEEEN et de nombreux partenaires, a fait le choix d'accompagner, d'orienter, de cadrer le développement des projets d'énergies renouvelables dans la Nièvre plutôt que de subir un essor anarchique de ceux-ci.

La transformation du mix énergétique de notre pays, intégrant une part conséquente d'énergies renouvelables, peut nous permettre d'être moins dépendants des énergies fossiles, et par là-même de gagner notre autonomie vis-à-vis des tensions géopolitiques, nous laissant parfois à la

merci d'états belliqueux. Et surtout, produire ici, piloter cette production ou encore consommer ici, nous permet d'avoir notre mot à dire sur un enjeux majeur de notre vie quotidienne.

Par ailleurs, la transformation énergétique fait partie intégrante d'un TOUT : la transformation écologique de notre pays. Je sais que certains frémissent en entendant le mot « écologie », qui ne serait que lubies d'urbains, pire! de Parisiens, bobos déconnectés de la nature! Oui d'accord, mais si on va un peu plus loin que le cliché? Si on admettait enfin que parler écologie ce n'est pas seulement sauver trois fleurettes et deux papillons? Mais que lutter contre l'effondrement de la biodiversité, c'est permettre de nouveau à la nature de produire ce qu'elle est capable de produire seule et gratuitement (pollinisation et alimentation, purification de l'eau, de l'air, des sols entre autres). Si on admettait que parler écologie et dérèglement climatique, c'est parler habitat, travaux d'isolation, facture de chauffage, fissuration des murs, cout climatique des assurances habitation. Si on admettait que parler écologie c'est parler alimentation, santé, éducation, c'est parler qualité, paysages, loisirs. Si on admettait que parler écologie, c'est parler activités, métiers, formations, numérique, recyclage, emplois, insertion; c'est parler incendies, inondations, canicule, sécheresse... Si on admettait tout ça, on verrait qu'on est tous concernés et tous touchés, les plus vulnérables des individus et les plus vulnérables des territoires, en premier lieu. La transition écologique n'est possible, que si elle est juste socialement et territorialement.

L'atténuation des émissions de GES et l'adaptation au changement climatique de notre société sont une nécessité. Il faut pour cela un gouvernement qui pose un objectif lisible, une ligne claire. Or pour le moment, ça ne l'est pas. Enfin si ! ce qui est sûr ce sont les 550 millions dont a été amputé le budget du ministère de l'écologie celui qui a été le plus intensément raboté dans le budget 2025. Ça dit quelque chose ! ça dit qu'on a abandonné le slogan « Make our planet great again », même si le temps d'un sommet, Jupiter s'est rêvé Neptune.

Dernièrement on a assisté à toute une série de décisions qui montrent qu'au lieu d'une ligne claire, en matière d'environnement, de France durable, on enchaine plutôt les zig et les zag le plus souvent sous couvert de simplification.

- La remise en cause des ZFE, ces zones à faibles émissions conçues pour améliorer la qualité de l'air dans les grandes agglomérations. ZIG
- La suspension brutale de MaPrimeRénov' (en espérant qu'elle reprenne bien en septembre comme annoncé) ZAG
- Réduction drastique des budgets de l'ingénierie, de l'évaluation et du contrôle, comme ceux de l'ADEME, de l'office français de la biodiversité, des agences de l'eau etc. Re ZIG

Bien sûr, toujours au nom de la simplification on a mis du plomb dans l'aile aux normes environnementales et aux études d'impact sur les sols, la ressource en eau et la biodiversité nécessaires à certains projets d'aménagement en adoptant la loi **Duplomb**. Re ZAG

-Et la dernière en date, ce jeudi, n'est pas le fait du gouvernement mais de l'assemblée nationale avec le vote d'un moratoire sur les projets éoliens et photovoltaïques, tout en validant des objectifs de quantité d'électricité d'origine renouvelable; Aucune incohérence.

- En revanche aucune remise en question de l'importation de productions agricoles venues de l'autre bout du monde, aux effets désastreux économiquement, écologiquement et au niveau sanitaire

C'est une écologie de bouts de ficelles, sans ligne claire, sans horizon, sans ambition, qui sert de variable d'ajustement à la moindre difficulté ou de bouc émissaire à la moindre colère. Il ne suffit pas d'insulter un présentateur météo sur les réseaux, pour changer la réalité. Le gouverneur de la banque de France, François Villeroy de Galhau dit d'ailleurs à ce sujet « aucun chef d'entreprise, aucun responsable financier, aucun dirigeant économique ne peut prétendre sérieusement ignorer les risques liés au changement climatique ».

La transition écologique, et la transition énergétique sont exigeantes, elles supposent des efforts et des choix parfois difficiles, mais elles peuvent et doivent être un levier de justice sociale, un moteur de développement local, un outil de résistance face aux crises.

Aujourd'hui, lors de cette session nous allons, avec le Président du SIEEEN, vous présenter la stratégie de déploiement des énergies renouvelables qui a été élaborée de manière partenariale et que nous porterons aux cotés de l'État, de l'Union amicale des maires, de la Chambre d'agriculture, la CCI et de bien d'autres acteurs. Nous avons fait le choix de la volonté partagée, des engagements assumés.

En soutenant les communes dans leurs projets, en rénovant nos bâtiments publics, en structurant les filières locales, en accompagnant l'ingénierie, en coordonnant les dynamiques territoriales et citoyennes et en sensibilisant largement – notamment auprès des plus jeunes –, nous contribuons, à notre

échelle, à bâtir un territoire plus efficace en matière d'énergie, plus autonome, plus solidaire et plus actif.

**Cette mobilisation, nous la menons avec pragmatisme et avec constance** parce que nous avons la conviction qu'agir localement c'est prendre les choses en mains, c'est parler d'égal à égal avec les promoteurs. Nous ne prétendons pas faire les choses seuls, c'est impossible!

Nous voulons construire avec les communes, avec les acteurs économiques, les associations, les citoyens, tous ceux qui, chaque jour, vivent et font vivre nos territoires, l'avenir de notre département.

Je vous remercie.